



Séance plénière du 13 juin 2022

lundi 13 juin 2022 • 19:00 – 21:30 | Aula de la Tuilerie | Conseil général

1 Introduction

M. Duroux ouvre la séance à 19h03. Il remercie la présence du Conseil municipal, son Président ainsi que le Secrétaire municipal et le responsable des finances. Il souhaite également la bienvenue aux représentants de la presse qui ont fait le déplacement. Les citoyens qui sont venus assister à cette séance sont aussi remerciés.

Il est rappelé que conformément à l'article 32 al. 7 du Règlement du Conseil général, la séance fera l'objet d'un enregistrement qui sera effacé lors de l'approbation du procès-verbal.

M. Duroux excuse Turin Diane, Thiévant Dominique, Dirac Stéphanie, Borsa Guillaume et Berdayes Elisa.

Mme Morzillo, procède à l'appel nominal.

Conseil Général

Une présence de 24 conseillers sur 30, 5 excusés et une absence, le quorum est atteint.

Conseil Municipal

Une présence de 7 conseillers municipaux sur 7.

Le président du Conseil Général passe ensuite à l'ordre du jour qui est composé de 11 points. Il n'y avait pas de remarque.

2 Acceptation du Procès-Verbal du 10 mars 2022

M. Duroux donne la parole à l'assemblée en ce qui concerne le procès-verbal de la séance.

M. Duroux soumet le Conseil général au vote.

Le procès-verbal est accepté par 23 conseillers présents et il y a 1 abstention. L'enregistrement de la séance du 10 mars 2022 sera de ce fait supprimé.

votation du procès-verbal: acceptations: 23 abstention: 1 refus: 0



3 Comptes 2021

M. Duroux annonce que la présentation des comptes se fera de la manière suivante.

M. Lavanchy prendra la parole en premier en ce qui concerne le message de la Municipalité. Ensuite, le président de la commission de gestion fera également part de son message et les cheffes de groupe s'exprimeront à propos de leur entrée en matière. Enfin, les comptes seront repris point par point.

M. Lavanchy prend la parole en remerciant toutes les personnes présentes. Il annonce que la présentation des comptes se fera à deux voix la sienne et celle du chef de service des

finances.

Trois remarques sont faites pour débiter avec les comptes 2021.

Premièrement, après des comptes 2020 plutôt catastrophiques, les comptes 2021 sont corrects tout au plus et reflètent bien la santé financière de notre commune. On se retrouve dans une situation telle qu'elle était prévue dans le budget. Deuxièmement, la marge d'autofinancement montre de bons signes car elle augmente. Elle est d'un peu plus de 2 millions et prouve que le souhait affirmé à 3 millions n'est pas illusoire. Enfin, étant donné que le résultat est négatif, elle reste une source d'inquiétude pour le Conseil municipal. Cependant, il espère que l'année 2022 soit l'année de l'équilibre puisque c'est ce qui a été budgété.

De manière plus détaillée, les comptes 2021 montrent une insuffisance de financement de 472'000.- pour un budget fixé à 475'000.-. Ensuite, deux schémas qui montrent des analyses intéressantes sont présentés avec les charges et les revenus par tâches. Les charges du personnel s'approchent de 7 millions et sont environs 31% des dépenses. Puis, les charges de transferts prennent également une grande place car elles sont, notamment, les factures du canton ou des factures qui font partie des organisations intercommunales. Ce montant-là est de plus de 8 millions et il n'y a pas beaucoup de marge de manœuvre en ce qui le concerne.

Pour ce qui est des revenus, le même schéma est repris. Il est relevé que la Commune dépend en partie des revenus fiscaux car c'est quand même 45% des revenus communaux et également des revenus de transferts (21%).

Dans les comptes des investissements qui sont conformes à ce qui avait été projeté, si ce n'est la participation à l'achat du Collège (1 million).

Enfin, à nouveau à titre informatif, la commune devra ses prochaines années entrer dans un nouveau cycle d'investissements nécessaires. Le Conseil municipal essaiera d'être prudent à ce sujet.

Au niveau de l'aperçu des comptes d'investissements, ce qu'il est intéressant de voir c'est que dans l'insuffisance de financement, si l'on enlève le million de franc, on arrive exactement dans le budget prévu. Il remercie l'assemblée pour les débats qui seront ouverts à ce sujet et l'invite à accepter les comptes 2021 tels que présentés.

Pour les indicateurs la parole est prise par **M.Roserens**. Il commence par le taux d'endettement net en disant que la commune est considérée dans la moyenne. De ce fait, soit les dettes nettes sont trop élevées soit les revenus fiscaux pas assez. Il y a une vérité qui se situe entre les deux. Au niveau du degré d'autofinancement, la commune est dans les comptes 2021 quasiment à 64%. Cependant, si la part d'achat du collège est enlevée, nous aurions été plus proche des 90%. En ce qui concerne la part des charges d'intérêts, la situation est mieux que bonne. Cela démontre que les investissements qui ont été fait, ont une rentabilité.

La dette brute par rapport aux revenus est le souci que la commune a actuellement. Etant donné qu'elle est jugée comme critique puisqu'elle dépasse le taux de 200% des revenus courants.

Les investissements bruts en proportion des dépenses sont dans la moyenne avec 15% sur les deux ans. Ensuite, c'est la même chose pour la part du service de la dette des revenus courants. On peut voir que la charge est considérée comme acceptable. Il est clair que si les taux d'intérêts augmentent, c'est ce qui est en train de se passer actuellement, le taux sera péjoré. Il faudrait augmenter les sources de revenus ou avoir une fiscalité plus intéressante pour maintenir ce taux.

La dette nette par habitant qui est en moyenne à 2800.- est jugée comme un endettement important. Enfin, le taux d'autofinancement que la commune souhaiterait voir en dessus de 10% est actuellement à 9,5%.

M. Duroux remercie **M. Lavanchy** et **M. Roserens** et passe la parole au président de la commission de gestion.

M. Bruchez commence par présenter rapidement quelques chiffres clés. Les comptes 2021 ont été bouclés avec une perte de 472'000.-. Ensuite, il parle de la marge d'autofinancement qui est en progression (2 millions de franc ou 9,5%). Enfin, la commission de gestion relève la hausse des charges salariales de 217'000.- ou +4%. Cela représente un chiffre conséquent malgré seulement 0,40% d'augmentation de salaire.

En ce qui concerne les cautionnements, il relève les 35 millions de franc qui sont cautionnés par la commune. La commission de gestion souhaiterait bien avoir les documents à jour. De plus, elle aimerait que les contrats soient renégociés si nécessaire, que les emprunts soient remboursés si les liquidités sont disponibles et que la liste soit mise à jour chaque année. Ensuite, à propos de l'endettement, dans le rapport de l'année précédente le nouveau cycle haussier avait été relevé. Cela est très bien car la commune a des emprunts qui arrivent à échéance cette année. De ce fait, il faudrait rééchelonner les emprunts sur 20 à 30 ans (taux indicatif 2,5%) et anticiper le renouvellement pour certaines échéances. La commission de gestion aimerait également que les amortissements soient réguliers et que des solutions soient trouvées pour le remboursement. Le but n'étant pas de léguer ce fardeau aux générations futures. Enfin, il n'est pas envisageable d'augmenter d'avantage l'endettement.

En quelques lignes, la commission de gestion propose des perspectives et des attentes. Premièrement, elle compte sur la prudence de la Municipalité lors de l'établissement des prochains budgets et des futurs investissements. L'équilibre entre le budget et la vente de biens immobiliers est citée ainsi que la marge d'autofinancement qui devrait atteindre les 10%. Elle attend également de la commune qu'elle maîtrise bien ses charges salariales. Elle tient également à encourager les petites économies. Enfin, la commission de gestion compte sur un budget 2023 et des comptes 2022 équilibrés.

Pour conclure, la Cogest recommande à l'unanimité d'accepter les comptes 2021 tels que présentés. De leur point de vue, la municipalité va dans la bonne direction. La commission de gestion tient également à souligner la bonne entente entre les membres et la Municipalité. Enfin, **M. Roserens** est remercié pour son excellent travail.

M. Duroux remercie **M. Bruchez** et donne la parole aux cheffes de groupe pour les entrées en matière.

La parole est prise par **Mme Curdy** pour le groupe "le Centre"

Le groupe "Le Centre" remercie la Municipalité et la Cogest pour leur excellente collaboration et un "merci" particulièrement à **M. Roserens** pour son travail. Le groupe "Le Centre" va dans le sens de la commission de gestion au sujet de la vision d'ensemble de tous les services. Il est important d'avoir un suivi de ces services. Le groupe "Le Centre" constate avec satisfaction la hausse la marge d'autofinancement et salue la Municipalité qui veille à sa progression. Malgré des comptes 2021 déstabilisés par les aides pour le Covid et les frais pour le rachat du Collège. Sachant que la commune devra faire face à de grands investissements, le groupe "Le Centre" encourage toutes les économies, même les petites, sans toutefois cesser de soutenir le bien vivre ensemble qui règne dans notre commune. Tout comme la commission de gestion, le groupe "Le Centre" suit la Municipalité et accepte l'entrée en matière.

La parole est prise par **Mme Hutin** pour le groupe "Les Verts"

Le groupe "Les verts" remercie la commission de gestion ainsi que la Municipalité pour leur travail. Mme Hutin relève et salue le fait que la marge d'autofinancement arrivera à 10%. Le groupe "Les verts" revient également sur le souci de l'endettement et accepte l'entrée en matière.

La parole est prise par **Mme Brouchoud** pour le groupe "LR+G"

Le groupe LR + G remercie les membres de la Cogest ainsi que le Conseil municipal pour le travail effectué.

De plus en plus de services sont actuellement externalisés financièrement et les comptes ne reflètent pas la situation réelle. Situation qui rend difficile la consolidation des comptes et qui limite les pouvoirs décisionnels de la commune et du Conseil général sur certaines entités vendues. Le groupe LR+G rejoint la COurb sur ce problème mentionné dans le rapport sur la future déchetterie.

La dette par habitant a augmenté de 10% et des investissements futurs très importants attendent la commune.

Il suffit d'un caillou sur le chemin pour que malgré toute la bonne volonté du monde, la situation empire. La commune en a vécu des exemples notamment avec le Covid et le litige de la maison Strombo.

Le groupe LR + G est conscient que le conseil municipal fait des efforts pour redresser la barre et lui demande de maintenir ce rythme. Plus les comptes s'amélioreront, plus de nouveaux citoyens et de nouvelles entreprises auront envie de s'installer dans notre belle cité. Tous les projets en cours et futurs pourront ainsi trouver preneurs.

Le Groupe LR+G rentre en matière pour les comptes 2021.

M. Duroux prend les comptes points par point en donnant la parole au fur et à mesure à l'assemblée.

0. Administration général: pas de question pas de remarque

1. Ordre et sécurité publique: pas de question pas de remarque

2. Formation: pas de question pas de remarque

3. Culture, sport et loisirs: pas de question pas de remarque

4. Santé: pas de question pas de remarque

5. Prévoyance sociale: pas de question pas de remarque

6. Trafic et télécommunication: pas de question pas de remarque

7. Protection et aménagement: pas de question pas de remarque

8. Economie publique: pas de question pas de remarque

9. Finances et impôts: pas de question pas de remarque

Pour les comptes d'investissements dans leur globalité et les annexes, il n'y a eu ni remarque ni question.

M. Duroux remercie la commission de gestion pour le travail effectué pour son rapport et passe la parole au vérificateur des comptes.

Le vérificateur des comptes prend la parole en faisant part de son message.

Dans son message, il relève que les comptes 2021 sont conformes aux prescriptions légales. Malgré l'important endettement, la commune est capable de faire face à cette situation et recommande d'accepter les comptes 2021 tels que présentés.

Les comptes 2021: Acceptions: 23 Abstention: 1 Refus: 0



4 Réponse au postulat "pour davantage de subventions pour les élèves suivant un cursus musical au conservatoire"

M. Barman prend la parole pour répondre au postulat déposé par Mme Farquet en décembre 2021.

Afin de répondre au mieux à ce postulat, la commune de St-Maurice a mandaté M. Fabien Girard de Monthey pour réaliser un rapport à propos de la formation musicale non-professionnelle en Valais tout en prenant compte les particularités aigaunoises.

M. Fabien Girard ayant également, par le passé, déposé un postulat au Grand Conseil sur le même thème, il leur semblait être la personne la mieux à même de pouvoir apporter des éléments de réponse et de proposition au Conseil municipal, à Mme Farquet ainsi qu'à l'ensemble du Conseil général.

Par contre, en regard du texte du postulat, il n'a pas été jugé opportun ni possible de mettre en comparaison les soutiens apportés à la formation musicale et les montants stipulés dans le postulat et relatifs à l'utilisation ou à l'entretien des infrastructures mises à disposition des sociétés sportives aigaunoises.

Un autre aspect a été traité dans ce rapport, d'entente avec ses responsables, quant à l'implication de la Fanfare municipale "l'Agaunoise" dans la formation des jeunes musiciens dans le domaine musical. Les participants qui suivent des cours au CCM (Conservatoire Cantonal de Musique) représentent actuellement les 2/3 des effectifs et sont donc les principaux bénéficiaires du soutien accordé par la commune. Une grande part des coûts de formation est actuellement prise en charge par la société, avec un soutien supplémentaire également de la part de la Bourgeoisie. Un rapprochement de l'Agaunoise avec l'AEM-Vs a été évoqué et permettrait une meilleure rémunération et couverture sociale des professeurs.

Actuellement, le soutien de CHF 100.-/année et par jeune suivant les cours du conservatoire sont dans la ligne de ce qui est proposé par la majorité des communes listées dans le rapport. Certains soutiens accordés sont néanmoins personnalisés et multiples. Le rapport annexé propose différentes pistes de réflexions et modèles qui méritent une analyse plus approfondie. Pour ce faire, le Conseil municipal décide de mandater la Commission Animations (ComAn) afin d'effectuer quelques simulations se basant sur les modèles tarifaires annexés et également pour s'approcher de l'Agaunoise, afin de mieux appréhender leurs besoins et intérêts. Le but étant de mettre au budget 2023 les éventuelles adaptations qui seront donc soumises à l'approbation du Conseil général.

Ce message complet a été adopté par la municipalité en date du 8 juin 2022.

M. Barman se tient également à disposition s'il y a des questions pour amener des éléments de réponse.

M. Duroux remercie **M. Barman** et donne la parole à **Mme Farquet**.

Mme Farquet remercie la Municipalité pour la réponse et se réjouit de voir la suite. Elle se demande dans quelle mesure le Conseil général peut s'impliquer en lien avec les propositions qui ont été faites.

M. Barman pense qu'il est possible de solliciter les personnes qui ont la fibre musicale pour accompagner la Commission dans cette démarche.

5 Réponse au postulat "pour des premiers secours efficaces"

M. Lafarge prend la parole à propos de la réponse au postulat "pour des premiers secours efficaces".

M. Lafarge remercie les auteurs de s'être intéressé à ce sujet car bien que très complet en termes de propositions, le postulat n'a pas empêché le Conseiller municipal en charge de la sécurité de mener une vaste réflexion.

Pour commencer, on peut constater que la commune a déjà 7 défibrillateurs. Certains sont disponibles 24h/24 et d'autres pendant les heures d'ouverture des lieux dans lesquels ils se trouvent. Ensuite, tous les pompiers du SDIS sont titulaires d'un brevet sauveteur BLS-AED Niveau 1 (formation en premiers secours qui inclut notamment le massage cardiaque et l'utilisation d'un défibrillateur) et les enseignants des écoles ont tous une formation de base sur les premiers secours et l'utilisation d'un défibrillateur.

Partant de ces constats, l'association « Cœur Wallis » qui met à disposition des appareils pour la somme de CHF 150.- par année et la prise en charge de l'installation a été contactée. "Cœur Wallis" s'occupe ensuite de la maintenance et du bon fonctionnement de ces appareils. La Commune leur a soumis une proposition qui inclut l'installation d'une dizaine d'appareils sur le territoire de la commune, incluant Mex, Epinassey et les Cases. L'analyse est en cours de leur côté.

En parallèle du fait qu'on pourrait ne pas oser utiliser le défibrillateur, on peut se référer à plusieurs articles consultés sur un pays qui fait référence dans le domaine, les USA : on y apprend que près de 55% des Américains sont formés au premier secours, mais qu'un peu moins de 5% suivent des rafraichissements annuels. Dans notre cas c'est la même chose, toute personne qui passe le permis de conduire suit la formation de base mais ce qu'il manque est le suivi et le rafraichissement des connaissances.

Dans la réflexion, il a été décidé qu'il fallait que le personnel communal puisse se former et suivre des rafraichissement à ce sujet. Le personnel enseignant sera aussi contacté en collaboration avec les Samaritains ou un institut de formation et encouragé à se former. Enfin, en ce qui concerne les élèves, l'idée serait de proposer une formation parascolaire dans le domaine, en collaboration avec les Samaritains ou autre organisme certifiant. Des discussions sont lancées pour pouvoir proposer cette formation dans le catalogue des activités parascolaires.

De nombreuses personnes sont intéressées par le domaine, mais mal informées. On sait que de nombreuses personnes « n'oseraient pas » se servir d'un défibrillateur même si ces derniers sont très simples d'utilisation. C'est à ce niveau que la communication sera faite. D'une part avec l'envoi d'un flyer tout ménage avec au recto le plan des défibrillateurs et au verso les numéros de téléphones importants, les principes de bases sur les premiers secours, une explication sur le fonctionnement de ces appareils, ainsi qu'une exposition de l'offre de cours en la matière. D'autre part un article pourrait paraître dans le journal « AgauneInfos » et sur le site de la commune.

Cette réponse a été adoptée par le Conseil municipal en séance du 18 mai 2022.

M. Lafarge se tient également à disposition s'il y a des questions.

M.Robyr confirme que la CorUrb est satisfaite de la réponse et remercie **M. Lafarge** pour celle-ci.

6 Réponse au postulat "pour des subventions suite à l'achat d'un vélo électrique"

Mme Délez prend la parole pour transmettre la réponse de la Municipalité.

Le Conseil municipal s'est penché avec intérêt sur le postulat « Subvention suite à l'achat d'un vélo électrique » et est en faveur de la mobilité douce. Comme déjà annoncé devant le Conseil général, le Conseil municipal a entrepris une phase importante de planification dans plusieurs domaines, notamment celui de la mobilité (schéma de mobilité en collaboration avec le service de la mobilité du canton du Valais) et celle de l'énergie (planification énergétique territoriale - PET).

Si le schéma de mobilité vient d'être rendu sous sa forme définitive au Conseil municipal par le mandataire Il doit encore être analysé et les mesures proposées adoptées par le Conseil municipal. La PET est en cours d'élaboration et devrait faire l'objet d'un rendu définitif en fin d'été. De cette planification, il pourra en résulter une introduction de nouveaux articles concernant les constructions dans le futur RCCZ, mais également une réflexion sur des mesures à prendre sur le territoire de la commune en matière énergétique qui devront se

traduire par l'adoption d'une politique et un plan d'action. Un mandat a d'ores et déjà été attribué au CREM (Centre de recherches énergétiques et municipales – Martigny) pour accompagner la commune dans ces réflexions.

Les mesures du plan d'action devraient concerner tout d'abord les biens communaux, puis également les aides qui pourraient être apportées aux particuliers en matière de transition énergétique (traditionnellement conseils, subventions dans les domaines des économies d'énergie, de la production d'énergie renouvelable, de la mobilité douce et du remplacement des îlots de chaleur...etc.).

Le Conseil municipal accueille avec bienveillance l'idée d'une subvention pour l'acquisition de vélos électriques. Comme développé ci-dessus, cette mesure fera l'objet d'une étude particulière dans le plan d'action suivant la mise en place de la politique énergétique lors du deuxième semestre 2022. Si elle est confirmée par le Conseil municipal à ce moment, la mesure pourrait faire partie alors des mesures annoncées au Conseil général et à la population à ce moment sous réserve évidemment des contraintes budgétaires.

Cette réponse a été adoptée par le Conseil municipal en séance du 18 mai 2022.

Mme Quennoz-Clerc n'a pas rien à ajouter.

7 Réponse au postulat "pour l'instauration d'un système de vaisselle réutilisable"

M. Barman prend la parole pour répondre à ce postulat.

La Commune partage le souci évoqué dans le postulat. En effet, Saint-Maurice souhaite organiser et promouvoir des événements qui sont éco-responsables et qui respectent le développement durable qui va dans le sens du label « Cité de l'énergie ».

Le principe consiste de passer de la vaisselle jetable à de la vaisselle durable (qu'elle soit en verre ou en plastique lavable). Il s'agit de transformer les habitudes du public et des organisateurs en éco-gestes mais il est à signaler que certaines sociétés Agaunoises pratiquent déjà certains usages qui vont dans ce sens.

Des postulats similaires ont été déposés dans les Communes de Sion, Sierre et Savièse pour ne citer qu'elles et dans plusieurs cantons de Suisse. Le Valais n'est pas en marge puisqu'un postulat traitant de la même problématique a été déposé au Grand Conseil en date du 7 septembre 2021.

Afin d'éviter d'étudier des solutions transitoires, le Conseil municipal propose d'attendre les décisions qui seront prises par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil valaisan. En effet, il ne serait pas opportun de réaliser des investissements, soit par notre Commune soit par les sociétés locales, sans connaître les recommandations ou obligations qui en découleront. Dès que les éléments de décisions seront disponibles, le Conseil municipal mandatera la Commission Animation (ComAn) pour mettre en application les mesures édictées et ainsi répondre aux exigences cantonales. Dans le cas où le dossier serait refusé ou classé par le canton, le Conseil municipal étudiera la possibilité de mettre en place des mesures locales afin de répondre aux attentes du postulat de Madame Hutin et du Conseil général. Ils pourront ainsi consulter les Communes ayant déjà mis en place des mesures similaires et ainsi s'appuyer sur leurs retours d'expériences.

La Municipalité propose d'attendre avant de se calquer sur ces propositions.

Ce message a été adopté en date du 18 mai 2022.

Mme Hutin prend la parole pour remercier la Municipalité. Même s'il n'est pas encore définitif, elle a dégagé quelques pistes de réflexion. Elle a l'espoir que le Conseil d'Etat et le Grand Conseil valaisan arriveront à donner des conclusions favorables pour le passage à une

vaisselle réutilisable. Elle compte, également, sur la volonté du Conseil municipal d'étudier la possibilité de mettre en place des mesures locales allant dans ce sens.

8 Réponse au postulat "pour la sécurité autonome du SDIS"

M. Lafarge prend la parole pour répondre au postulat en lien avec la sécurité autonome du SDIS.

Dans le cadre de ce postulat, le Conseil municipal a cherché des renseignements auprès de plusieurs collectivités, ainsi qu'auprès des organismes cantonaux. L'inspecteur du feu pour l'Est Vaudois, Monsieur Marchetti, a déploré les difficultés à faire en sorte que les employés communaux s'engagent. Il ressort en effet que l'engagement en tant que pompier doit être le résultat d'une conviction, d'une envie, et non pas d'une incitation financière ou d'une condition à l'embauche. On pourrait, dans ces derniers cas, se retrouver avec des pompiers pas forcément motivés. La commune a montré, par le passé, qu'elle est disposée à permettre à ses collaborateurs de faire partie de pompiers, et même d'y prendre des responsabilités, et il n'y pas de raison que cela change. La Municipalité mettra toutes les chances de son côté en proposant aux employés communaux de s'inscrire chez les pompiers, par exemple par le biais d'un flyer et d'affiches. Une visite de la caserne est également à prévoir pour susciter des vocations. L'année prochaine une journée portes-ouvertes sera proposée à la population.

Ce message a été adopté par le Conseil municipal en séance du 18 mai 2022.

M. Duroux remercie **M. Lafarge** pour sa réponse.

9 Interpellation "La participation politique"

M. Raymond prend la parole.

Il se penche sur le fait d'encourager les citoyens à participer au vote dépasse largement le cadre de la commune de St-Maurice. On voit votation après votation que le taux ne fait que de baisser de ce fait ça ne concerne pas que notre commune.

La question se porte surtout sur ce que fait ou pourrait faire la Commune pour montrer que voter est un acte important et l'encourager dans sa communication et l'espace publique. Un exemple à propos de la commune de Gruyère est cité. Il y avait notamment de grands panneaux qui incitaient à voter. Cela peut rendre le vote visible mais ça ne fera pas forcément monter la participation.

M. Raymond remercie la Municipalité d'avance.

M. Lavanchy prend la parole à ce propos et présente en trois parties la réponse écrite qui viendra par la suite.

Premièrement, en ce qui concerne la visibilité, la commune participe au programme Easyvote. À l'origine, la communication spécifique était adressée aux jeunes de 18 à 25 ans puis réduite depuis à la tranche des 18 à 21 ans par souci d'économies financières.

Deuxièmement, le site est à jour à ce propos lorsque c'est dans les compétences de la commune, même s'il n'est pas optimal. La commune essaie de transmettre le plus possible d'informations sur les votations. Il espère que le futur site permettra de transmettre des informations beaucoup plus clair.

Enfin, notre Commune est commune-pilote pour une application "Citympact" qui touchera peut-être plus les jeunes. Il y a 6 mois, les jeunes entrepreneurs ont pris contact avec la Commune afin de proposer ce projet. Cette application permettra de sonder la population à propos de différents sujets.

En ce qui concerne la deuxième question en lien avec l'accèsion à la majorité. Avant la pandémie de Covid-19, l'accèsion à la majorité faisait l'objet d'une soirée dédiée en présence des autorités. Une petite partie officielle était généralement suivie d'un repas au restaurant. Le constat était le suivant : il n'y avait que très peu d'échanges entre les jeunes et les autorités mais les jeunes répondaient généralement présents (une vingtaine sur les quarante invités en moyenne chaque année). Au début de cette législature, il a été décidé de regrouper les soirées d'accèsion à la majorité et d'accueil des nouveaux arrivants/naturalisés. Si la partie officielle a toujours lieu, un temps d'animation est maintenant prévu à l'issue de cette dernière et permet aux personnes présentes d'échanger, d'apprendre à se connaître et d'aborder la vie dans la commune. Le modèle « apéritif dînatoire » est également plus approprié qu'un repas à table. Cependant, il faut constater qu'avec cette nouvelle mouture, les jeunes répondent moins présents (10/47 en 2021 et 6/42 en 2022). Suite à un petit sondage dans les autres communes, la situation semble la même. Avec les années, plusieurs réflexions ont déjà été menées sur cette soirée: le cadeau qui est offert aux jeunes ou encore le choix de la date sélectionnée mais il semble que la bonne formule n'ait pas encore été trouvée. Le Conseil municipal reste volontiers à l'écoute des suggestions et idées qui pourraient émaner de l'organe législatif.

Enfin à propos des soirées citoyennes, la Dzèbe organisera au mois de septembre de cette année une journée « Devenir citoyen » s'adressant à tous les jeunes entre 12 et 18 ans. Ensuite, la déléguée à l'intégration organisera un atelier annuel "JE VOTE" auquel sont invités les nouveaux citoyens (jeunes ayant acquis le droit de vote et naturalisés). Lors de cet atelier sont réexpliqués les principes des votes fédéraux, cantonaux et communaux. Pour avoir participé à ces ateliers en tant que politique, M.Lavanchy dit n'y avoir jamais croisé un jeune. Ce sont plutôt les naturalisés de l'année qui s'y rendent.

En conclusion, la Commune a conscience du rôle important à jouer en tant que vecteur des informations pratiques liées à la vie citoyenne de ses habitants. Comme vu plus haut, elle va d'ailleurs entreprendre des efforts dans ce sens-là mais ne voit pas forcément ce qu'elle pourrait faire de plus à ce stade. Il semble par contre que le principal remède pourrait venir d'un retour du civisme dans les programmes scolaires à l'école obligatoire. Cette disparition ne s'explique pas. Un postulat devrait-il être déposé par nos députés au niveau du parlement ?

10 Interpellation "Aménagement d'une nouvelle déchetterie communale»

Mme Hutin prend la parole à propos de son interpellation en quelques mots. Il s'agit de questions techniques à propos de la déchetterie.

M. Duroux rappelle que la commission urbanisme à fait un rapport à ce sujet et il est à disposition sur WEDO et sur le site internet.

M. Lavanchy prend la parole à propos de ce nouveau "Centre de tri".

Il commence par dire qu'une rencontre avec la commission urbanisme a eu lieu. De ce fait, il profite de l'occasion pour présenter également les informations au Conseil général.

Pour résumer la situation, la mise aux normes de la déchetterie actuelle et des écopoints vient d'une exigence du canton. La stratégie adoptée par le Conseil est de réduire le nombre d'écopoints et élargir les horaires de la déchetterie. Les écopoints futurs seront ceux de Lavey-Village, l'autoroute, Vers-Pré, le centre de tri, Mex et Morcles. Les écopoints supprimés seront ceux de la STEP, la Coop, la Migros, Beaulieu, Epinassey, Cimetière, Lavigerie. Enfin, dans ces écopoints, le verre, le papier et le PET seront collectés. Les autres déchets seront

collectés au Centre de tri. La solution choisie est celle des bennes qui seront uniformes visuellement, avec une signalétique claire.

Pour le petit historique, le choix du site "Les Marais" s'est fait sur la base d'une analyse multicritère. Ensuite, il a été donné comme mission aux services municipaux de très rapidement transférer l'éco-point d'Epinassey de la lisière de la forêt à la nouvelle place (Les Marais). Il était urgent de le faire car les déchets étaient au bord la forêt. De ce fait, M. Lavanchy reconnaît que les démarches ont été rapides avant la mise à l'enquête. Cependant, il rappelle qu'il est urgent d'agir.

Pour revenir un peu en arrière voici quelques dates. En décembre 2017, l'Etat du Valais demandait une mise aux normes d'ici au 31.12.2020. Ensuite, un délai a été demandé en septembre 2020 pour avoir plus de temps jusqu'au 31.12.2022. Lors de cette législature, une analyse multicritère a été menée. A la suite de cette analyse, 4 parcelles répondaient aux critères (Sous-Le-Scex (P1674), Les Râpes (P2089), Les Marais (P1059), Les Vignes du Bois Noir (P1228)). Enfin, c'est la parcelle Sous-Le-Scex qui avait été choisie dans un premier temps. La demande de principe de la commune au service juridique de la CCC a été faite et la réponse a été négative à moins de modifier le plan de zone (délai 2025).

Suite à cette réponse l'analyse multicritère a été reprise et la Commune s'est penchée sur la zone "Les Marais" qui est une propriété de la commune, en zone d'intérêt général et permettant de respecter le délai du 31.12.2022. Ce choix ayant été fait, la mise à l'enquête publique a eu lieu du 25 mars au 25 avril 2022 par la CCC. Ensuite, les oppositions ont été reçues jusqu'au 27 avril 2022 et la réponse de la commune a été envoyée le 23 mai 2022 à la CCC.

Suite aux oppositions, le projet a été un petit peu modifié:

- Le mur anti-bruit a été déplacé.
- un ruban boisé a été prévu le long du mur anti-bruit.
- La route d'accès a été élargie.

Ensuite, pour répondre à l'interpellation, M.Lavanchy s'exprime à propos de l'OLED. La commune avait fait établir des rapports d'investigation, datés de 2010 et 2011, selon l'ordonnance sur les sites contaminés (OSites, 1998) établis par le bureau François-Xavier Marquis (FXM). D'après ces documents, trois investigations à la pelle mécanique et un forage carotté ont été effectués et des prélèvements de matériaux pour analyses chimiques des taux de pollution ont été réalisés à une profondeur d'environ 3m.

Les résultats des sondages montrent que le toit des déchets se situe en permanence au-dessous de 1m de profondeur, ce premier mètre constituant le remblai de l'ancienne décharge et étant constitué de terres végétales.

Les analyses chimiques ont démontré que les matériaux prélevés à 3m de profondeur étaient pollués.

Ces rapports avaient été transmis par la commune aux entreprises mandatées pour les travaux effectués sur le site (soit Sollertia comme mandataire d'ingénierie et FXM en qualité de mandataire de géologie).

Pendant les premiers travaux de dégrapage sur la parcelle 1059, les bureaux Sollertia et FXM se sont rendus sur site. Ces premiers constats consistaient à se rendre compte de visu si les constats des analyses susmentionnées se vérifiaient sur le terrain et si les centimètres de terres dégrappées étaient à priori propres. Aucun élément (apparition de déchets ou de sacs poubelles) n'est apparu permettant de mettre en doute les rapports de 2010 et 2011. Il a été convenu, à ce moment, de laisser pour le moment sur place les 670m³ de terres excavées afin de permettre des prélèvements ultérieurs au sens de l'OLED et définir ainsi clairement la filière d'évacuation de ces matériaux.

Pour répondre aux questions, elles ont été numérotées et les réponses se trouvent ci-dessous.

1. La parcelle n°1059 a été excavée à une profondeur maximale de 60cm sur une superficie d'environ 1130 m.
2. Le volume excavé est d'environ 670 m et la totalité de ce volume a été laissée sur place.
3. La commune a parfaitement suivi les recommandations des deux études réalisées par le bureau Sollertia et le bureau François-Xavier Marquis.
4. Les prélèvements seront réalisés avant le début des travaux de la nouvelle déchetterie et les matériaux seront gérés conformément à l'OLED.
5. Le suivi a été effectué par les bureaux Sollertia et FXM, selon ce qui est décrit dans le point ci-dessus. Tous les matériaux excavés ont été laissés en place en attendant les prélèvements pour analyses chimiques selon l'OLED.
6. Les prélèvements n'ont pas encore eu lieu mais seront réalisés avant le début des travaux de la déchetterie afin d'identifier les éventuelles filières d'évacuation des matériaux, conformément à l'OLED.
7. Aucun remplacement de matériaux pollués n'a été rendu nécessaire à ce jour.
8. Les analyses n'ont pas encore été effectuées. Les résultats seront mis volontiers à disposition des Conseillers généraux lors du tour d'horizon suivant la reprise du chantier.
9. Ce sont les bureaux d'étude Tissières SA et Silvaplus SA, tous deux à Martigny, qui avaient été mandatés dans le cadre des études de sécurité sur la falaise des Fingles.

Enfin, le budget en lien avec ce nouveau centre de tri a été présenté. Il a été discuté avec Lavey des investissements pris en charge par STEP SA. Le budget du centre de tri (selon devis du bureau d'ingénieurs Sollertia) est de CHF 928'400.- TTC (avec fourniture des bennes). Enfin, à titre indicatif, le projet Sous-le-Scex: CHF 1'025'000.- + digue: CHF 105'000.-. Le budget des écopoints (au nombre de 5, sur les territoires de Lavey et Saint-Maurice) est de CHF 300'000.- TTC.

Mme Hutin prend la parole à propos du rapport de la commission urbanisme. Afin d'éviter des malentendus au niveau de la reformulation, les paroles de Mme Hutin seront reportées comme elles ont été transmises.

Ce sujet ne cesse pas de nous étonner à chaque fois que de nouvelles informations nous sont apportées et à chaque fois, nous avons davantage des questions sur le déroulement des événements.

Pour la petite histoire, selon le PV de la séance plénière de décembre 2019, Mme Mottiez s'interrogeait sur la déchetterie communale qui avait été signalée comme non conforme à la loi. L'intervenante s'enquerrait des projets de remplacement. Mme Cabezas lui confirma qu'effectivement la déchetterie ne correspondait plus aux normes en vigueur et que la commune avait jusqu'en 2021 pour la remettre en état que tout rentrerait dans l'ordre avec un projet mis sur pied à cette date.

Selon la présentation faite par le Conseil communal à la Commission d'urbanisme, l'État du Valais avait fixé en décembre 2017 un premier délai pour la mise aux normes jusqu'à 31.12.2020 et un délai supplémentaire accordé en septembre 2017, avec une échéance au 31.12.2022. Première surprise !

En outre, les renseignements fournis dernièrement par le Service des dangers naturels, le danger a été évalué une première fois en 1994, avant les premières recommandations fédérales. Depuis lors les cartes de danger ont été réévaluées plusieurs fois avec l'évolution des moyens de simulations informatiques. Ainsi, les résultats de la dernière actualisation de la carte de danger des paroisses de Fingles ont été communiqués à la commune en août 2021. Deuxième surprise ! Donc, elle ne comprend pas pour quelles raisons la commune, sachant que l'actuelle déchetterie se situe dans une zone de dangers naturels et vue que des délais fixés

pour sa mise en conformité ont été dépassés à deux reprises, elle soumet à l'Etat du Valais un projet pour continuer l'exploitation la déchetterie Sous-le-Scex, budget à l'appui ?

Selon le rapport de la commission urbanisme, le Conseil Communal (CC) informe l'impossibilité de réaliser un nouveau centre de tri sous la falaise, et ce en contradiction avec ce qui est mentionné dans le budget du 23 mai dernier :

A titre indicatif, le projet Sous-le-Scex: CHF 1'025'000.00

+ digue: CHF 105'000.00 (troisièmement surprise !)

Il convient aussi de mentionner que le PV de la réunion du 10 mars dernier relève que : « Le coût de construction du projet sur la parcelle de Marais, est moins cher de 150'000.- par rapport à celui de « Sous le Scex » .

Question : La construction d'une digue sur le site du Scex constituait-elle une condition pour la poursuite du maintien de l'actuelle déchetterie, et ce pour un coût évalué à 105'000.- CHF ?, Cette dernière question est en relation avec la dernière question posée dans l'interpellation portant sur le même sujet : « La commune a mandaté en début d'année le bureau François Xavier Marquis Sàrl, spécialisé dans le domaine des dangers naturels . Un devis a-t-il été demandé à ce bureau pour étudier la possibilité d'exploiter la déchetterie Sous-Le- Scex ? ».

En outre, elle ne comprend pas comment se fait-il que selon les informations rendues publiques, « le projet a d'ores et déjà été remanié, avec la prise en compte en partie des points ressortant des oppositions ainsi que de certaines concertations. Il s'agit en particulier du déplacement de la paroi antibruit et de l'élargissement de l'accès, en concertation avec le Service de la Mobilité ».

La Commission Cantonale de Constructions n'a pas fini d'analyser toutes les oppositions et à sa connaissance, aucune séance de conciliation n'a encore été organisée. De plus, il n'est pas possible de modifier unilatéralement et sans que certaines conditions soient remplies – ce qui devrait être examiné dans la présente affaire – un projet de construction mis à l'enquête publique en cours d'instruction devant l'autorité compétente, en l'espèce la Commission précitée, sans une nouvelle mise à l'enquête publique des modifications apportées au projet initial.

Enfin, il est prévu que l'investissement relatif au projet de nouvelle déchetterie sera opéré par la STEP SA (société propriété des communes de St-Maurice et de Lavey-les-Bains), qui deviendra bénéficiaire d'un droit de superficie distinct et permanent (DDP) accordé par la commune de St-Maurice pour devenir propriétaire des infrastructures.

Question : Cet investissement sera-t-il financé à part entière par la STEP SA ou y aurait-il une participation éventuelle des communes intéressées, sous forme par exemple d'un cautionnement si emprunt il devait y avoir ? Alors la STEP reste une SA ?

M. Lavanchy prend la parole pour dire que le règlement prévoit que la réponse écrite sera donnée ultérieurement.

11 Tour d'horizon

M. Lavanchy prend la parole à propos de tour d'horizon qui se déroulera à deux voix; la sienne et celle du Secrétaire Communal **M. Vignon** qui traitera le point 12.

Le tour d'horizon est composé de 12 points qui seront développés ci-dessous.

1. Politique environnementale

Il est intéressant d'en parler car il n'y a pas eu d'interpellation, de postulat ou de motion à ce sujet. Cependant, il se passe des choses concrètes qui touchent toute la population. Dans le programme de législature 2021-2024, figurent plusieurs objectifs qui dessinent la politique environnementale du Conseil municipal pour cette période, notamment : la réalisation d'un schéma de mobilité, l'assainissement du réseau d'eaux usées, l'assainissement de l'élimination des déchets et l'économie d'énergie, orientation pour une labellisation «Cité de l'énergie».

En ce qui concerne les planifications, celle de la "lumière" et le schéma de mobilité ont été rendus et la planification énergétique territoriale le sera en septembre 2022. Ce sont des planifications importantes pour déterminer ce qui sera fait par la suite.

La suite du plan d'action en matière de mobilité aura lieu en fonction des futures présentations au Conseil général en septembre ou en décembre. C'est la même chose pour la politique énergétique et le plan d'action en matière d'énergie dont le mandat a déjà été donné au CREM pour l'accompagnement dans cette démarche. Le résultat de celle-ci sera présenté au Conseil général en décembre.

Au niveau des déchets, la situation est bloquée même s'il serait impératif d'avancer car la situation est mauvaise et dangereuse en matière de protection de l'environnement que ce soit Sous-le-Scex, à l'écopoint d'Epinassey ou autre écopoint. Comme on le retrouve dans le programme de législature, l'idée était de progresser vers le label "Cité de l'énergie" qui se fera en 2024.

Il a également été décidé d'avoir un suivi Qualité avec vision sur l'écobilan de la commune. De ce fait, la collaboratrice, Augustine Rappaz, a reçu comme mission de veiller au respect des principes du développement durable dans tous les projets communaux.

Le dernier point est une question qui a été abordée au Conseil municipal qui concerne l'adhésion à la Charte européenne pour le climat et l'énergie des villes et communes.

2. Quartier de la gare

L'office du tourisme prendra ses quartiers dans le bâtiment de la gare le 1er septembre 2022 au plus tard (zone guichet et administration).

Un espace de coworking provisoire y sera également aménagé (zone dépôt de bagages). La communauté de travail est en place et pilotée par l'entreprise Community office. Enfin, cet espace devrait s'ouvrir dans le courant du mois d'octobre 2022. Dès la transformation de l'ancien buffet, cet espace devrait y déménager.

Dans un même temps, l'étude menée par RegioHub se poursuit. Plus de 600 personnes ont répondu aux questionnaires sur la mobilité à Saint-Maurice. Les résultats seront donnés en séance de coordination avec les partenaires le 27 juin 2022, puis transmis au Conseil municipal.

3. HEP

La commune a reçu un courrier de l'Etat du Valais lui confirmant le maintien de la HEP à Saint-Maurice et requérant de sa part la mise à disposition d'un terrain. L'étape suivante sera de discuter avec ArmaSuisse.

4. Collège et zone sportive

Le concours du collège a été lancé le 27 mai 2022 et il sera jugé du 9 au 11 novembre 2022. Saint-Maurice est représentée dans le jury par Evelyne Saillen (membre suppléante), Didier Rouiller (membre professionnel) et Xavier Lavanchy (membre). Pour rappel, il y a deux sites dévolus à ce concours: le collège et le Camp-du-Scex. En parallèle, des réflexions et des études se poursuivent sur la zone sportive adjacente.

5. Parc de la chapelle d'Epinassey

Le parc de la chapelle d'Epinassey est montré en photo et la commune espère que les habitants de la commune seront satisfaits.

6. Place de tir de Vérolliez

En ce qui concerne la place de tir de Vérolliez, un petit résumé de l'état de la situation est présenté. Le second tour de table a eu lieu le 10 mai 2022 avec un constat très mitigé. Les conclusions de cette discussion sont:

1. Une nouvelle étude doit être ordonnée pour cet été 2022 sur le sujet de la place de tir.
2. Les mesures constructives continuent d'être étudiées pour une mise en place durant l'année 2023.
3. Des mesures organisationnelles vont être prises de concert avec l'association des riverains.
4. La commune va solliciter le canton pour être consultée lors des discussions au sujet du renouvellement de la convention SYNERSEC qui concerne Savatan.
5. Une nouvelle séance a été fixée au mois de novembre 2022.

La réponse au postulat des députés de Saint-Maurice n'a pas encore été apportée et les tirs se poursuivent.

7. Politique en matière de sécurité

En ce qui concerne la politique en matière de sécurité (police), la Commune de Saint-Maurice n'était pas satisfaite du service actuel de la police sous sa forme PIS et de la répartition financière entre les communes. Tous ces débats ont fait que la Commune a pris la décision de conclure un accord avec la Commune de Monthey au terme duquel cette commune assure la sécurité policière sur notre territoire.

Il y a différents avantages à cet accord:

Les avantages pour la commune :

- une permanence 24/24h et 7/7j assurée
- trois patrouilles à disposition
- un corps de police «professionnel» de près de 40 agents
- une surveillance par caméra (centre de tri, écopoints, cour d'école ?)
- une réduction de la charge financière (CHF 75.- par habitant)

8. Jumelage

Un groupe de 15 enfants y participera y cette année. Ils passeront une semaine près de la Rochelle puis une semaine à Paris dans un centre de vacances et à l'hôtel. Il y a également des discussions qui se poursuivent avec les amis Français sur la suite à y donner.

9. AGEPP

Le forage se poursuit. Actuellement, il se trouve à environ 2'000 mètres de profondeur et des essais seront faits à la cote de 2'300 mètres pour connaître les éventuelles ressources et la température.

Pour mémoire, les engagements de la commune de Saint-Maurice sont de deux ordre :

1. Engagement dans le capital action de la société : 4,34 % soit un montant de CHF 217'000.- (sur un CA de CHF 5'000'000.-)
2. Prêt actionnaire à hauteur de CHF 980'091.- sur 10 ans (rémunéré à hauteur de 1%)

10. En vrac

Vous trouverez ci-après quelques informations sous forme de points.

- Les parcelles N°1392 et N°1342 à Epinassey ont été mises en vente, par le biais d'une annonce.
- La maison de l'ancienne Commune de Mex a été mise en vente, selon un contrat avec un courtier.

- Le Conseil d'Etat, en séance du 25 mai 2022, a homologué le règlement sur la distribution d'eau potable.
- Il y aura un terrain de street-hockey sur la place Val de Marne durant le mois d'août.
- La fête du 1er août aura lieu dans la cour du CO. Le FC s'occupera de la subsistance et la Noble Bourgeoisie prend exceptionnellement en charge les aspects formels et participera financièrement aux feux d'artifice suite et fin du 850ème anniversaire.
- La désaffectation de la décharge de Mex est maintenant terminée.
- Une réflexion a été faite par la ComAn au sujet du mobilier de la Grand-Rue. Une directive du Conseil municipal devrait suivre.
- Le bâtiment du départ de téléphérique au bas de la Grotte aux Fées va être repeint, sous le patronage de l'association «Art Valais Wallis».
- Le rapport sur les places de jeux a été rendu par le SUB en début mai 2022. Certaines non-conformités urgentes ont déjà été réglées et une vision à moyen terme est développée sur ces places (amélioration, visibilité,... etc).
- A propos du plan de quartier St-Laurent, les actes prévoyants et les échanges entre communes et privés ont été signés laissant ouverte la possibilité de construction des bâtiments ainsi que du nouveau parking en épi le long de la Rue de la Cime de l'Est.
- Pour l'accueil de la population ukrainienne (une vingtaine de familles actuellement sur Saint-Maurice), un espace d'accueil (toutes les deux semaines) a été mis à disposition, ainsi que des cours de français, par notre service de l'intégration.
- Le plan de quartier des Perris devrait être mis à l'enquête cette semaine.
- La modification des PAZ + RCCZ et le PAD (la Carrière) seront remis à l'enquête en date du 24 juin (faux départ ce vendredi 10 juin).
- Le projet de téléphérique Saint-Maurice - Vérossaz a été plébiscité par les deux Conseils et a été transmis au canton pour dépôt du dossier auprès des services de la Confédération.
- La cantonalisation des APEA est confirmée au 1er janvier 2023.
- Le Juge de commune a démissionné avec effet au 31 décembre 2022. Une nouvelle élection aura lieu le 25 septembre 2022.
- Deux belles fêtes s'annoncent à St-Maurice en 2023 d'une part la fête cantonale de tir du 10 au 25 juin 2023 avec certainement la base à Saint-Maurice et d'autre part, le 100ème anniversaire du Chœur Mixte de Saint-Maurice.
- La séance d'information sur le St-Barthélémy aura lieu lundi 20 juin 2022.
- La séance de lancement procédure participative pour la Grand-Rue aura lieu le 8 septembre 2022.

11. Personnel

En ce qui concerne les départs, il y a eu M. Michel Mayor, M. Samuel Darbellay, M. Alain Grandjean et Mme Marie Stella Gilliéron. Puis au niveau des arrivées, il y a M. Benjamin Marcoz à la Médiathèque et Mme Brenda Aebi à la vice-présidence de l'APEA et SOC. Le nouveau chef de la voirie a également été nommé.

12. Déploiement des services communaux

La parole est prise par M. Vignon à ce propos. De ce fait, il a présenté la réunification des services dans le lieu-dit "Villa Barman". La réflexion avait commencé il y a plusieurs années et dans le programme de législature du Conseil municipal plusieurs points en parlaient. Il y avait notamment, garantir une administration efficace et durable et améliorer l'accueil physique et/ou matériel des citoyens afin de favoriser la communication. De ce fait, la "Villa Barman" permet la réalisation de ce projet et la modernisation des services de l'administration. Le but est vraiment d'avoir tous les services administratifs dans ce bâtiment.

1. Le rez-de-chaussée

Lors de la présentation, M. Vignon a montré l'entrée principale. L'idée au rez-de-chaussée est d'améliorer l'accueil qui se fait actuellement dans les couloirs pour le contrôle des habitants par exemple. Sur l'image, on voit également que ce qui est en jaune va être enlevé et ce qui est en rouge va être construit. Dans le mandat qui a été donné, le but était de toucher le moins possible à la structure.

A l'entrée se trouvera le secrétariat de l'administration générale, différents bureaux et une salle de réunion à disposition des conseillers municipaux. Une salle d'attente destinée au contrôle des habitants et des guichets confidentiels sont prévus. Le bureau du programme d'intégration cantonal aura aussi sa place au rez-de-chaussée afin de favoriser l'interaction avec le contrôle des habitants.

2. Le 1ère étage

Il y aura une grande salle de réunion qui ressemble à ce qui est actuellement la salle bourgeoise, le bureau du Secrétaire municipal, la salle du Conseil municipal et le bureau du Président. Des casiers sont également prévus pour les Conseillers municipaux. Le juge de commune et une autre salle de réunion seront également à cet étage.

3. Le 2ème étage

Le deuxième étage est celui des services techniques urbanisme et bâtiment et infrastructure-énergie. Il y aura une salle de réunion pour tout ce qui est technique et un bureau pour les ingénieurs et architectes. Ce bureau a la possibilité d'être fermé pour en faire deux suivant la volonté des personnes qui l'occuperont. Enfin, se trouvera également à cet étage, le bureau formation et jeunesse pendant un certain temps.

4. Le 3ème étage

Le troisième étage sera celui des finances. Le but est d'améliorer le service actuel en proposant différents guichets et lieux d'attente. Il aura aussi le bureau du chef des finances et une salle de réunion. La cuisine déjà existante, la cafétéria pour les collaborateurs des trois étages et un local informatique se trouveront également à cet étage.

Il faut savoir qu'actuellement il y a trois autres services qui occupent ces locaux. Il y a l'APEA et la police qui partent au 31 décembre et le service de la curatelle qui restera à St-Maurice mais qui sera déplacé. De cette façon, ils auront des locaux qui répondront à leurs besoin avec notamment des bureaux et une salle de réunion.

La volonté du Conseil municipal est d'avancer et de faire les travaux sur deux ans. L'objectif serait de déménager pour l'été 2024.

M. Lavanchy reprend la parole à propos du financement. Les calculs sont en cours afin d'être précis. Le Conseil municipal s'est mis d'accord à propos des plans. De ce fait, le montant n'est pas encore connu mais reviendra dans les budgets futurs. Cette année, les interventions auront lieu au niveau du sous-sol où seront installées les archives.

M. Duroux remercie **M. Vignon** et **M. Lavanchy** pour le tour d'horizon et passe aux divers.

12 Divers

Avant de passer la parole à l'assemblée **M. Duroux** annonce ces trois points.

Premièrement, il rappelle l'interpellation d'Anais Mottiez qui sera transmise à la Municipalité concernant les cours d'appui. Ensuite, il revient sur le e-mail transmis le 8 juin à propos du respect de la voie hiérarchique. Enfin, le dernier point concerne une action pour l'Ukraine menée par les présidents des conseil généraux du Valais. Lors d'une séance, ils ont décidé de faire une action commune en soutenant une association qui s'appelle "Ukraine Valais" qui est basée à Sierre. De ce fait, un e-mail parviendra à tous les membres du Conseil municipal et général et chacun sera libre de participer ou pas à cette action.

M. Duroux passe la parole à l'assemblée

Mme Brouchoud prend la parole pour poser 3 questions:

Est-ce que dans la politique environnementale, il y a un parking pour les vélos de prévu ailleurs qu'à la gare sachant que nous nous trouvons sur la voie du Rhône qui est prévue pour la circulation des vélos?

M. Lavanchy répond que la question préoccupe également le Conseil municipal. Le sujet a été abordé dans le schéma de mobilité douce. Ce qui est en projet actuellement est en lien avec l'école. Les discussions vont aussi vers un parking sécurisé à la gare. Pour répondre à la question, le Président pense se concentrer sur les trois sites: Gare-Ecole-Villa Barman pour le moment sans oublier dans un deuxième temps, éventuellement, les sites touristiques.

Est-il prévu à court ou moyen terme de modifier le parking de la rue Fernand-Dubois?

Il n'y a pas de projet précis à ce jour. Il n'y a pas encore d'étude pointue à propos des quartiers. La vision du schéma de mobilité est encore au stade d'une vision générale. Cependant, il sera important de se pencher sur cette problématique à l'avenir.

Mme Brouchoud se questionne également à propos de la signalétique au sujet des vélos dans la Grand-Rue.

M. Lavanchy précise que ces panneaux sont là à l'essai. Il faudra les officialiser à l'avenir. Ces panneaux seront adoptés si la Grand-Rue devenait complètement piétonne.

M. Baseggio pose deux questions. L'une à propos des personnes à mobilité réduite dans les nouveaux locaux du lieu-dit "Maison Barman".

La réponse est donnée par **M. Vignon**. Il précise qu'il a été décidé de retravailler l'ensemble de l'extérieur afin que l'accès par le biais de la rampe puisse faire. De plus, il montre sur l'écran un ascenseur. De ce fait, l'accès pour les personnes à mobilité réduite est assurée.

L'autre en lien avec les powerpoint présentés qui ne sont pas accessibles aux membres du Conseil.

La réponse est donnée par M. Lavanchy qui dit que pour lui les présentations pourront être accessibles. Il les met à disposition du Conseil général.

Mme Hutin s'interroge à propos du Rallye du chablais et de ses horaires.

M. Robyr confirme que la fin a eu lieu à 18h voire 19h20. De plus, une réponse a été donnée à un citoyen à ce propos. C'est la dernière année que la Grand-Rue est mise à disposition du Rallye. M. Robyr confirme que la course a eu lieu sur les routes de Dorénaz et de Lavey et que le reste ne demande pas d'autorisation car les voitures sont soumises à la loi sur la circulation routière (LCR).

Mme Hutin s'interroge à propos du pont de l'ancienne cimenterie qui a été enlevé et d'un mur de 3 m d'hauteur environ qui se trouve en face de ce site et qui est dépourvu de barrières de sécurité et de protection contre une possible chute d'un promeneur, adulte ou mineur.

M. Lavanchy en prend bien note.

Mme Hutin soulève le fait d'avoir reçu le flyer annonçant que notre commune participera pour la première fois à l'édition 2022 de la Fugue Chablaisienne. Elle salue cette décision du Conseil municipal qui donne une bonne image à notre commune qui s'insère ainsi dans l'Agglo avec la promotion de la mobilité douce. Cependant après avoir consulté le parcours sur internet, elle regrette que cette représentation soit organisée sur le site de pontonniers de Bex. Elle souhaite que pour une prochaine fois, un stand soit érigé sur notre territoire, par exemple, sur la place du Parvis avec présence de l'Office de tourisme, avec un circuit à définir empruntant par exemple partiellement la vieille ville, avec retour sur Massongex par le château et le chemin dit de « St-Martin » longeant la voie du Tonkin.

M. Lavanchy et **l'Office du tourisme** était présent mais effectivement à Bex. Dans un premier temps la commune de St-Maurice aurait voulu que ça se déroule jusqu'à St-

Maurice. Cependant, il a été convenu que ça ne se ferait pas. Il aurait fallu sécuriser toutes les routes et pour augmenter la boucle, les coûts auraient été très élevés, proche de 80'000.

Quel sera le sort du buffet de la gare fermé depuis trop longtemps, un magasin tel que « Pronto » lui sera-t-il substitué ?

La volonté des CFF est de réaffecter ce bâtiment comme espace de co-working.

Une autre question est posée par **Mme Hutin** à propos de la future fête cantonale de tir.

Suite à une discussion en lien avec ArmaSuisse et l'assainissement des terrains, la conclusion est que des récupérateurs de plomb seront mis en place.

Mme Frossard se questionne à propos de la réponse attendue par Mme Hutin à propos de la déchetterie.

M. Lavanchy propose que les réponses aux questions soient répondues par écrit ou peut-être qu'il y a déjà répondues.

Mme Hutin se questionne à propos de la STEP.

M. Lavanchy répond que la STEP restera une SA.

Les études de sécurité de la falaise "des Fingles" a été faite et ils ont découvert que cette zone danger resterait une zone de danger. Elles ont été faites part rapport aux salles de gym du Collège. De ce fait, le questionnement autour de cette zone est conclu en disant que c'est une zone agricole car c'est une zone de danger.

Mme Frossard prend la parole pour savoir s'il est prévu d'avoir une carte pour entrer à la déchetterie ou est-ce qu'il y aurait la possibilité de les installer ultérieurement si nécessaire?

M. Lavanchy répond qu'il y aura l'électricité sur place mais que le système d'entrée n'a pas encore été choisi.

Mme Brouchoud demande si dans la nouvelle déchetterie, une place sera réservée pour les chineurs et pour récupérer des objets qui sont encore en bon état .

M. Lavanchy répond qu'ils ont parlé de cet élément et que les avis sont partagés. Il semblerait que cela serait difficile à gérer.

M. Bossonet pose la question à propos du service de la voirie et si la commune a déjà des idées.

M. Lavanchy répond qu'ils ont déjà dû intervenir pour déplacer le bureau. Maintenant, ils devront étudier l'idée pour savoir si un certain nombre de bâtiment pourront être gardé en zone bleue. Avec quelques modifications peut-être que la voirie pour être maintenue là-haut. Il serait plus facile de la reconstruire ailleurs ou de la laisser là où elle est. Différents projets seront fait pour savoir s'il faut la reconstruire ailleurs et à quel coût.

Mme Hutin s'interroge à propos du mobilier urbain mis en place l'année dernière à proximité du kiosque et de la rampe d'accès aux voies.

M. Lavanchy rappelle que c'est du matériel qui appartient au service de la mobilité et le lieu avait été choisi pour un temps défini. Le même genre de matériel sera installé sur l'avenue des Terreaux en octobre.

M. Barman a pris la parole à propos du postulat de Mme Farquet en disant qu'afin de proposer cela au budget 2023, s'il y a dans la salle des personnes intéressées à participer au groupe de travail de ce manifester auprès de **Mme Farquet** .

La séance est levée à 21h30

